

Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP

Appel d'offres ouvert, Marché passé selon une procédure formalisée (Articles L2124-2, Article R2124-2), Code de la commande publique

Prestation de nettoyage des bâtiments du site de l'ENSA

Ecole Nationale des Sports de Montagne site Ecole Nationale de Ski et d'Alpinisme Chamonix

SOMMAIRE

1. POUVOIR ADJUDICATEUR	4
Nom et adresse de l'acheteur public	4
Représentant	4
2. DISPOSITIONS GENERALES	4
Objet du marché	4
Type de marché	4
Allotissement	4
Durée - Délais d'exécution	4
Modalités d'exécution	5
Sous-traitance	Erreur ! Signet non défini.
3. PIECES CONTRACTUELLES	5
4. PRIX DE LA PRESTATION	5
Calcul des prix unitaires	Erreur ! Signet non défini.
Ajustement des prix unitaires	5
Révision des prix	Erreur ! Signet non défini.
Réexamen des conditions financières	Erreur ! Signet non défini.
5. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	6
Acomptes et paiements partiels définitifs	6
Présentation des demandes de paiements	6
Délai global de paiement	7
6. PENALITES ET SANCTIONS	7
Exploitation du service	7
Sanctions coercitives	7
Mesures d'urgence	Erreur ! Signet non défini.
Sanction résolutoire : la déchéance	Erreur ! Signet non défini.

Sanctions _____ Erreur ! Signet non défini.

7. RESPONSABILITE ET ASSURANCE _____ **8**

Responsabilités et assurances de l'établissement _____ Erreur ! Signet non défini.

Responsabilités et assurances du titulaire _____ Erreur ! Signet non défini.

Obligations du titulaire en cas de sinistre _____ Erreur ! Signet non défini.

Justification des assurances _____ Erreur ! Signet non défini.

8. EXPIRATION DU MARCHE _____ **8**

Continuité du service en fin de contrat _____ **8**

Remise des installations et des biens à l'expiration du contrat Erreur ! Signet non défini.

Reprise des stocks à l'expiration du marché _____ Erreur ! Signet non défini.

Résiliation du marché _____ **8**

9. Dispositions transitoires _____ *Erreur ! Signet non défini.*

Choix et formation du personnel _____ Erreur ! Signet non défini.

Continuité du service _____ Erreur ! Signet non défini.

10. DROIT ET LANGUE _____ **8**

11. DEROGATIONS AU CCAG _____ **9**

1. POUVOIR ADJUDICATEUR

NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

Ecole nationale des sports de montagne – ENSM site de l'ENSA

35, route du Bouchet

74 401 Chamonix Cedex

Tel : 04 50 55 31 30

jenny.wong@ensm.sports.gouv.fr (responsable budgétaire et financier ENSM)

sylvie.lecroart@ensm.sports.gouv.fr (responsable logistique ENSA)

REPRESENTANT

BRISAUD Manuel, directeur général de l'ENSM

2. DISPOSITIONS GENERALES

OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la prestation de nettoyage et d'entretien ménager des bâtiments du site de l'Ecole Nationale de Ski et d'Alpinisme situés sur Chamonix.

TYPE DE MARCHE

Au sens des pièces contractuelles constitutives du marché, l'Ecole Nationale des Sports de Montagne est l'acheteur, le titulaire est le prestataire de services qui conclut le marché avec l'acheteur.

Un responsable du titulaire sera nommé.

Les prestations feront l'objet de **bons de commande mensuels fixés sur des heures de ménage prévisionnelles**. Le marché sera établi sur la base de **montants minimum et maximum** passés en application de l'article R2162-2 du code des marchés publics.

ALLOTISSEMENT

Le marché est composé d'un lot unique.

DUREE - DELAIS D'EXECUTION

Le marché est conclu pour une période initiale de **1 an** à compter de la date de notification mentionnant l'ordre de service.

Il est reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de **3 ans** soit **4 ans sur l'ensemble** de la période du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en place, en son sein, **quinze jours avant la date de démarrage des prestations**, le personnel et tous les moyens nécessaires à un démarrage harmonieux du service de restauration.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché ; sa reconduction est considérée comme tacite si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Le marché cesse de produire ses effets dans les conditions prévues ci-après :

1° À la date d'expiration du marché ;

2° En cas de résiliation du marché ;

3° En cas de déchéance du titulaire.

MODALITES D'EXECUTION

Le marché s'exécute au **fur et à mesure de l'émission de bons de commande** émis par le pouvoir adjudicateur sur la base d'un montant annuel minimum et maximum établi dans le **Devis Quantitatif Estimatif tiré du Bordereau de Prix Unitaire**.

La prestation de service aura lieu selon les prescriptions du CCTP.

3. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ainsi que le devis quantitatif estimatif (D.Q.E.)

4. PRIX DE LA PRESTATION

Les prix sont exprimés en Euros et en valeur hors taxes (HT) à la date de remise de l'offre, avec précision du taux de TVA en vigueur, et du prix toutes taxes comprises (TTC).

AJUSTEMENT DES PRIX UNITAIRES

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Le prix est fixé à l'heure et la facture mensuelle est calculée au prorata du temps de travail total mensuel consacré à la prestation dont le marché fait l'objet.

Un décompte des heures de travail effectives sera établi au début du mois suivant l'intervention. La facture sera payée sous 30 jours à partir de la date de réception.

Le montant sera exprimé Hors Taxe et Toute de Taxes Comprises en précisant le taux de TVA. Les prix proposés au moment de l'appel d'offres sont fermes pendant toute la durée initiale (12 mois). A l'issue de cette période, les prix seront révisables tous les ans, à l'initiative du titulaire, par application aux prix unitaires initiaux d'un coefficient de révision Cr donné par la formule :

$$Cr = 0.20 + 0.80 \times (IN/IO)$$

Dans laquelle :

I : Indice de production dans les services - Nettoyage courant des bâtiments (NAF rév. 2, niv. classe poste 81.21) consultable sur le site de l'INSEE sous le lien <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769459>

IO est l'indice I du trimestre incluant le mois de réception des offres (4ème trimestre 2025)

IN est la valeur du dernier indice connu à la date de reconduction.

Les prix révisés sont fermes et invariables pendant la nouvelle période du marché.

5. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.- F.C.S.

PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie,

établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

ENSM, service financier
35, route du Bouchet BP24
74401 Chamonix cedex.

Le titulaire présentera des factures mensuelles détaillées des prestations effectivement fournies.

DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6. PENALITES ET SANCTIONS

EXPLOITATION DU SERVICE

En cas de défaillance dans l'exploitation du service, sauf cas de force majeure, de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable à l'établissement, des pénalités sont appliquées au titulaire dans les conditions suivantes :

- en cas de retard dans l'entrée en fonctionnement du service ;
- en cas d'interruption générale ou partielle du service ;
- en cas de non-conformité de l'exploitation du service aux prescriptions du présent marché ;
- en cas de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité ;
- en cas de négligence dans l'entretien des matériels.
- en cas de non-respect des obligations liées à l'égalité des usagers du service public et au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
- en cas de non-respect des obligations en matière d'insertion

Le montant de la pénalité est fixé à 150 € par jour de manquement persistant à compter du jour de notification de la mise en demeure.

SANCTIONS COERCITIVES

Le titulaire assure la continuité du service en toutes circonstances, sauf en cas de force majeure ou de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable à l'administration ou à la collectivité.

Si l'interruption du service n'est pas due à un cas de force majeure ou à l'une des causes d'exonération mentionnées à l'alinéa précédent, le service peut être assuré aux frais du titulaire.

7. RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

8. EXPIRATION DU MARCHE

CONTINUITE DU SERVICE EN FIN DE CONTRAT

L'établissement a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le titulaire, de prendre pendant les derniers trois mois du marché toutes mesures pour assurer la continuité du service en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le titulaire.

D'une manière générale, l'établissement peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation.

Le titulaire doit, dans cette perspective, fournir à l'établissement tous les éléments d'information qu'elle estimerait utile.

RESILIATION DU MARCHE

Concernant le marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera résilié aux torts du titulaire.

L'établissement peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général. Le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 % conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de trois mois à compter de la date de sa notification dûment motivée, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du titulaire.

Dispositions communes en matière de personnel

La collectivité et le délégataire conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés.

9. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française.

10.DEROGATIONS AU CCAG

- article 14.1. du CCAG : article 6



Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP

**Appel d'offres ouvert, Marché à bon de commande
passé selon une procédure formalisée (Articles
L2124-2, Article R2124-2), Code de la commande
publique**

Pouvoir adjudicateur

Ecole Nationale des Sports de Montagne (ENSM)

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur général de l'ENSM

Objet du marché

Prestation de nettoyage des bâtiments du site de l'ENSA
Chamonix

Date limite de remise des offres

01/08/2025 à 17h

SOMMAIRE

Article 1	Objet du marché	3
Article 2	Durée du marché	3
Article 3	Clause d'insertion sociale.....	3
Article 4	Qualité et finalité des prestations.....	4
Article 5	Consigne d'utilisation des locaux	4
Article 6	Organisation du travail	5
Article 7	Descriptif des locaux et temps de travail estimé.....	6
Article 8	Fluides et gestion des déchets.....	7

Article 1 Objet du marché

L'ENSA est un établissement public national qui accueille des stagiaires en formation professionnelle ainsi que des stages extérieurs. Le public peut être interne, demi-pensionnaire ou externe. Les pensionnaires sont hébergés et nourris en pension complète sur le site.

Le titulaire du marché complète l'équipe de personnel technique de l'établissement exerçant la mission d'entretien des locaux. Il est susceptible d'intervenir tout au long de la semaine **tôt en matinée, tardivement le soir, les samedis, dimanches et jours fériés.**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concernent l'exécution des travaux d'entretien et de nettoyage du **bâtiment principal de l'ENSA, de son gymnase ainsi que du bâtiment des logements de fonction situés sur la commune de Chamonix Mont blanc.**

Le descriptif des locaux est présenté à l'article 5.

Article 2 Durée du marché

La durée du marché est fixée à 12 mois avec reconduction tacite par période de 12 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans. Le marché débute au 01/01/2025 et se termine au 31/12/2028. Il est résiliable dans les conditions prévues au CCAG <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Article 3 Clause d'insertion sociale

La clause d'insertion sociale comprend 400 heures de travail réservées à des publics en parcours d'insertion, par année d'exploitation.

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
 - personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire : – mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), – salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - Cahier des charges DSP Europole 2022 2026 7/26

- personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- jeunes de moins de 26 ans diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) inscrit à pôle emploi ;

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Article 4 Qualité et finalité des prestations

Le titulaire du marché devra respecter les **règles de sécurité internes** aux locaux et se rapprocher du responsable sécurité de l'établissement. Aucun matériel ne doit être entreposé dans les locaux électriques. Les **équipements de protection individuelle obligatoires** sont à la charge du prestataire de même que les matériels techniques d'entretien.

Les produits d'entretiens sont mis à disposition de l'entreprise par l'établissement.

Un **protocole d'utilisation des produits d'entretien ainsi que des gestes techniques** à effectuer par catégorie de locaux sera établi avant le démarrage de la prestation.

Les prestations sont exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux et doivent aboutir à une qualité satisfaisante au regard des critères suivants :

HYGIENE :

Assainissement des surfaces mais aussi des atmosphères ambiantes. Il faut donc tenir compte des risques particuliers inhérents aux blocs sanitaires et aux équipements contenant des ordures. Le nettoyage des surfaces devra obligatoirement respecter le **code des 3 couleurs** (lavettes rouge, bleues et vertes).

Le centre de santé de l'établissement situé au sein de son bâtiment principal fera l'objet d'un entretien conforme aux méthodes d'entretien mises en œuvre dans les milieux médicalisés.

CONFORT :

Tous les éléments qui contribuent au bien-être.

ASPECT :

Le prestataire devra s'efforcer d'obtenir une netteté à la première impression visuelle. Certains locaux exigent des prestations particulièrement soignées (accueil, toilettes, escaliers, ascenseurs).

Article 5 Consigne d'utilisation des locaux

Le titulaire veillera à bien éteindre les locaux à la fin du nettoyage. Le titulaire ne doit pas laisser couler l'eau inutilement. Avant toute opération, les locaux seront aérés. A l'achèvement des travaux, les meubles seront remis en place, les lumières éteintes, les fenêtres fermées. Tous les locaux trouvés fermés devront être refermés.

Des plans de salle seront communiqués au prestataire.

Les locaux confiés au prestataire doivent être entretenus : pas de stockage de produit susceptible de provoquer des dégradations, de seaux contenant de l'eau souillée ou ustensiles de nettoyage non rincés. Aucun matériel ou produit ne doit être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissés sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation, sans préavis, par l'établissement aux frais du titulaire.

Des **consignes particulières concernant les portes de secours et la fermeture et l'ouverture des locaux** seront données après notification du marché au titulaire.

Article 6 Organisation du travail

EXPERIENCE :

L'entreprise doit fournir un récapitulatif de son expérience dans le secteur de l'entretien de bâtiment. Son personnel doit justifier d'une formation adéquate aux tâches qui lui sont confiées.

MAIN COURANTE :

Le titulaire **signalera tous les désordres** relatifs à la sécurité des biens et des personnes ainsi que les sanitaires bouchés, les fuites d'eau, les distributeurs cassés, etc.

Tout **objet oublié** dans les chambres ou les espaces communs doit être amené à l'accueil et être consigné sur la main courante en précisant le lieu où il a été trouvé.

EFFECTIFS :

Les effectifs ainsi que leur répartition horaire pour l'exécution de toutes les prestations sont proposés par le titulaire avant l'exécution de la prestation sur bon de commande, **la liste nominative du personnel** doit être tenue à jour.

Le titulaire du marché recevra un jeu de clé qu'il distribuera à un responsable dans l'équipe. En cas de perte des clés, le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter vols et intrusions dans tous les locaux et s'acquittera du prix de renouvellement du jeu de clé. Il devra également informer son personnel que l'usage des matériels et équipements contenus dans tous les locaux (notamment les téléphones, photocopieurs) lui est strictement interdit.

Son comportement vis à vis des tiers devra être irréprochable. Le prestataire est responsable de ses agents en toutes circonstances : accidents survenant par le fait de son personnel, dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux, vols qui pourraient être commis par ses préposés.

L'administration se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des personnels jugés par elle indésirables et ne donnant pas satisfaction.

ENCADREMENT :

Les travaux sont exécutés sous la direction du chef d'équipe de l'entreprise qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'administration. De plus, le chef d'équipe devra se déplacer sur le site et prendre connaissance des observations consignées sur la main courante.

Le titulaire du marché rencontrera régulièrement les représentants de l'établissement en vue d'optimiser les résultats et de pallier les manquements aux obligations contractuelles. Des contrôles qualité seront effectués périodiquement et de façon inopinée.

Article 7 Descriptif des locaux et temps de travail estimé

Prestations sur bon de commande. Une très grande souplesse est demandée au prestataire afin de s'adapter aux variations d'activités de l'établissement.

Bâtiment	Lieu	Temps de travail estimé
Tour d'hébergement	1 Chambre	20mn
	1 Espace commun par étage	15mn
	Bureaux et foyer 2 ^{ème} étage	1heure 30mn
Espaces communs	Hall d'accueil et couloir	1heure
	2 ascenseurs	20mn
	Vestiaires et accès formateurs	2heures
	Vestiaires et accès des stagiaires	2heures
	Couloirs 1 ^{er} étage	1heure
	Vitrines 1 ^{er} étage (vitrerie extérieure)	1heure
Espaces enseignement	Salle d'accueil des formateurs	30mn
	1 Petite salle de cours	25mn
	1 Grande salle de cours	1heure
	Amphithéâtre	2heures
Espaces administratifs	Espace bureaux rez-de-chaussée	3heures
	1 Bureau	10mn
Espaces techniques	Couloir magasin+ vide ordure+ monte-charge+ escalier cuisine	1heure
	Vestiaire cuisine	15mn
	Centre de documentation	1heure 30mn
	Service médical	1heure 45mn
Vitrerie	Vitre de chambre ou de bureau	10mn
	Grande vitre	15mn
Gymnase	Gymnase	3heures
	Laboratoire d'essai	20mn
	Espace bureaux	20mn
Logement de fonction	Espaces communs	3heures
	Studio	45mn

	Appartement	2heures
Autres prestations	Sur demande	A l'heure
Supplément horaire	Se référer au tableau des fréquences ci-après	A l'heure

Nature et fréquence des opérations. Les opérations effectuées mensuellement et semestriellement sont facturées à l'heure

	quotidien	mensuel	semestriel
Vidage des poubelles	x		
Aération des locaux	x		
Dépoussiérage des bureaux, tables et téléphones	x		
Nettoyage des sols	x		
Rangement des sièges et fauteuils	x		
Dépoussiérage et essuyage humide autres objets meublants		x	
Enlèvement traces de doigts sur les portes et interrupteurs		x	
Dépoussiérage des parois, plinthes, enlèvement des toiles d'araignée, toutes hauteurs accessibles de plain-pied, stores		x	
Nettoyage au-dessus des meubles hauts			x
Essuyage humide des mobiliers y compris sous les tables, pieds de chaises		x	
Nettoyage des vitrages			x
Nettoyage des sanitaires : cuvette, assise, chasse d'eau, lavabo, robinetterie, porte savon, sols, poignées de porte, tous éléments susceptibles d'être touchés	x		
Postes informatiques, souris et écrans		x	

Article 8 Fluides et gestion des déchets

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution des prestations seront assurées par l'ENSM.

Le titulaire devra, notamment, éviter tout éclairage superflu. En particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local. Il aura soin d'éteindre l'électricité au moment de quitter les locaux où il est intervenu.

De même, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour une utilisation économe de l'eau dans le respect des règles d'hygiène élémentaire et sensibilisera ses personnels en conséquence.

L'ensemble des déchets, contenus de poubelles, cartons, devra être évacué des locaux sans délais, au plus tard à la fin de chaque intervention. Aucun sac poubelle ne devra être visible dans les circulations.

L'école pratiquant le tri sélectif, les différentes catégories de déchets (papier, carton, verre etc...) seront exclusivement déposées dans les conteneurs prévus à cet effet. Le personnel

Les déchets seront déposés dans les containers municipaux adaptés.

Signature du prestataire de service

SOCIETE :

	Jour normal 07H30/19H30	Nuit normale 19H30/07H30	Samedi 07H30/19H30	Samedi 19H30/07H30	Dimanche et jour férié 07H30/19H30	Dimanche et jour férié 19H30/07H30
HT						
TTC	- €	- €	- €	- €	- €	- €

SOCIETE :

	Jour normal 07H30/19H30	Nuit normale 19H30/07H30	Samedi 07H30/19H30	Samedi 19H30/07H30	Dimanche et jour férié 07H30/19H30	Dimanche et jour férié 19H30/07H30	Total
heures moyennes hebdomadaires	105	12	15	0	15	0	147
montant HT	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
montant TTC	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €

heures maximales annuelles 9 173
majoration de 20% de la moyenne

heures minimales annuelles 6 370
diminution de 20% de la moyenne



MARCHE A BONS DE COMMANDE

ATTRI1

ACTE D'ENGAGEMENT

En cas d'allotissement, un formulaire ATTRI1 peut être établi pour chaque lot.

Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un seul ATTRI1 peut être complété.

Si l'attributaire est retenu sur la base d'une offre variable portant sur plusieurs lots, soit un acte d'engagement est établi pour les seuls lots concernés, soit l'acte d'engagement unique mentionne expressément les lots retenus sur la base d'une offre variable.

En cas de candidature groupée, un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises.

A - Objet de l'acte d'engagement.

- Objet du marché :

Prestation de nettoyage des bâtiments du site de l'ENSA de l'Ecole Nationale des Sports de Montagne,

- Cet acte d'engagement correspond :

☒ **lot unique du marché**

B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire.

B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire :

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché ou de l'accord cadre suivantes,

- Règlement de Consultation
- Cahier des Clauses Particulières

et conformément à leurs clauses,

Le signataire

- ☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;
- ☐ engage la société sur la base de son offre ;

Dénomination sociale du candidat :

Adresse établissement°:

Adresse siège social :

Adresse électronique :

Numéros de téléphone :

Numéro SIRET :

à livrer les fournitures demandées :

☒ aux prix indiqués dans l'annexe financière, **Bordereau des Prix Unitaires**, signée de l'entreprise.

Document référencé :

B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :

Pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le groupement d'opérateurs économiques est :

☐ conjoint OU ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT

B3 - Compte (s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

▪ Nom de l'établissement bancaire :

▪ Numéro de compte :

B4 - Avance (article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016) :

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ NON ☒ OUI

B5 - Durée d'exécution du marché :

La durée d'exécution du marché ou de l'accord cadre est de **1 an** à compter de :

☒ la **date de notification du marché** qui précisera la **date de l'ordre de service** ;

Le marché est reconductible : ☐ NON ☒ OUI

Si oui, préciser :

- Nombre des reconductions : **3 périodes de 1 an chacune**
- Durée des reconductions : **3 ans de reconduction soit 4 ans avec la durée initiale du marché**

C - Signature du marché ou de l'accord-cadre par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement.

C1 – Signature du marché ou de l'accord-cadre par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

C2 – Signature du marché en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (*article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016*) :

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

D - Identification et signature de l'acheteur.

▪ Désignation de l'acheteur :

Ecole Nationale des Sports de Montagne

▪ Nom, prénom, qualité du signataire du marché ou de l'accord-cadre :

Le directeur général Manuel BRISSAUD

▪ Personne habilitée à donner les renseignements administratifs et financiers (nantissements ou cessions de créances) :

Le responsable du service financier : Jenny WONG

- Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

Sophie POLETAEFF

- Imputation budgétaire :

Fonctions support-budget restauration

Pour l'Etat et ses établissements :

A : , le

Le Contrôleur Budgétaire Régional

Le directeur général de l'ENSM

Manuel BRISSAUD